

Vers une démocratie participative ou une démocratie d'opinion ? ; Une interrogation française à la veille des échéances de 2007.

La France n'est jamais contente, et le monde entier le sait bien. L'hexagone est ce bon vieux pays de gaulois qui manifeste pour la moindre réforme, irrésistiblement contre le renouveau et dont la devise demeure depuis des générations « plus ça change, plus c'est la même chose »...

Pourtant, aujourd'hui ce mécontentement vis-à-vis du monde politique a atteint un niveau préoccupant. Seulement dix-huit pour cent des électeurs français font confiance à leurs dirigeants politiques et à peine la moitié d'entre eux se déclarent satisfaits de la démocratie française...

L'inquiétude politique est forte, et se fait ressentir sur les débats nationaux déterminés aujourd'hui par l'enjeu des élections présidentielles de 2007.

Cette fois-ci, le pays connaîtra vraiment une « nouvelle vague », une redéfinition profonde de ses institutions et de sa manière d'être gouverné. Le changement sera peut-être le plus radical depuis 1958 et la nouvelle Constitution ; ce bouleversement politique sera structurel et générationnel, nécessaire et inévitable.

La France sera, quoi qu'il arrive, dirigée de manière inédite, par un nouveau personnel politique, par une élite, jeune, en « rupture » avec les principes et les conceptions traditionnelles de leurs aînés.

Une nouvelle idée du président

Le président de la République n'incarnera sans doute plus jamais la grandeur d'une France mystifiée, de cette France conquérante et orgueilleuse, où la Nation entière est incarnée, mobilisée derrière un homme ; le Gaullisme et son esprit nationaliste connaissent leurs dernières heures...

Au fond, la France a toujours cru en « l'homme providentiel » et confié le pouvoir à des hommes charismatiques incarnant cette « certaine idée de la France », selon le mot de de Gaulle. Certains y verront une nostalgie monarchiste, d'autre l'expression légitime de « la rencontre d'un homme et d'un peuple ».

François Mitterrand disait qu'il serait le dernier grand président, le dernier à « régner » de la sorte sur la France, et que lui succéderait par la suite une bande de bureaucrates sans grandeur. Peut être.

Pourtant, il semblerait que c'est à Jacques Chirac de clôturer cette tradition quelque peu « napoléonienne », ou du moins personnalisée, de l'exercice du pouvoir, après 12 ans aux plus hautes fonctions. Il était encore ce président des droits de l'homme, de l'indépendance nationale, qui donnait le ton à l'ONU, pouvait soulever les foules en Afrique, s'opposer de la sorte aux Etats-Unis...

Une page se tourne, et la nouvelle France risque d'être bien moins impressionnante...

Les prétendants au titre suprême sont aujourd'hui de jeunes ambitieux, qui ont ce souci particulier de bien « gérer la France », comme l'on gèrerait une grande entreprise.

La grandeur de la France n'est pas vraiment leur préoccupation, et plus que la taille du navire, l'important est d'en être le capitaine pour un temps.

Leurs intentions, pourtant, qu'ils soient de droite comme de gauche, sont légitimes. Ils veulent redonner aux citoyens confiance en leurs représentants et veulent reconsolider la démocratie.

Une nouvelle démocratie ?

Cela ne fait aucun doute pour les candidats de gauche comme de droite : le nouveau président doit être plus proche des citoyens, plus « à l'écoute ».

Et les propositions vont bon train ; on parle de « *démocratie locale* », de « *nouvelle démocratie directe* », de « *participation citoyenne renouvelée* », de « *démocratie participative* »...

Les candidats ont compris que l'un des enjeux fondamentaux de l'élection présidentielle était de remédier au problème de la non représentativité du peuple, dans une société qui n'a pourtant jamais été autant investie politiquement.

Le décalage, en effet, entre cette volonté citoyenne de participer à la vie publique et le monopôle des institutions des partis politiques est un souci majeur, source d'incompréhensions et de conflits. Il faut dans ce sens relégitimer les institutions, quitte à les modifier.

Quelle place accorder aux ONG, aux micro mouvements sociaux organisés autour de revendications singulières comme la défense des homosexuels, la préservation de l'environnement ?... ..

Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur et président de l'UMP, nouvel héraut de la droite post-gaulliste, a été clair ; il veut un président « *responsable et qui rend des comptes* ».

Mais le mouvement « neodémocrate » viendra de la gauche. La favorite des sympathisants socialistes, Ségolène Royale, que les sondages déclarent déjà élue présidente a su se créer une popularité étonnante grâce à des arguments simples :

« il faut plus de démocratie », « il faut faire confiance aux français », le discours est clair et efficace.

Associer davantage les citoyens à la gestion locale est une idée ancienne, prônée par exemple par le mouvement des groupes d'action municipale (GAM), qui avait servi de laboratoire politique à la gauche dans les années 1960 et 1970.

Plus récemment, le gouvernement de la gauche plurielle avait fait voter la loi du 27 février 2002 sur la "*démocratie de proximité*", qui explore cette même voie en créant des "*conseils de quartier*" dans les villes de plus de 80 000 habitants.

Le « phénomène Royal » mis en question.

La candidate socialiste va très loin. Elle propose de mettre en place des « *jurys populaires* », ou « *jurys citoyens* » pour juger le travail des élus et rendre un peu plus impératif le mandat représentatif. L' élu serait mis en examen par un groupe de citoyens,

choisi au hasard, pour exprimer leur avis et accorder de nouveau ou non sa confiance au représentant.

Mme Royale s'inscrit dans une ligne politique claire, celle qui veut rompre avec l'élitisme à la française, qui fait de l'excellence de la formation la légitimité des leaders. Pour elle, tous les français ont leur mot à dire, même sur les questions économiques, même sur les questions de diplomatie. Elle accuse volontiers ses adversaires d' « *avoir peur du peuple* »

Mais jusqu'où faut-il étendre le champ de la démocratie participative ? Est-il souhaitable de donner davantage de pouvoirs aux instances à travers lesquelles elle s'exprime ? Faut-il bousculer les élus qui ont parfois des réticences face à de tels contre-pouvoirs ? Jusqu'à quel point la démocratie participative peut-elle "*changer la vie*", pour reprendre l'expression de Mme. Royale?

Longtemps, la désacralisation de la politique en France a semblé relever de l'urgence. Les sarcasmes contre cette République "*monarchique*" allaient de pair avec la revendication d'un Etat et d'une politique qu'il fallait plus "*modestes*", gage d'une meilleure proximité avec le citoyen.

On tombe aujourd'hui d'un excès dans l'autre, en faisant des élus des personnages assez peu fiables pour n'être autorisés à agir qu'avec l'aval explicite et sous la surveillance constante de leurs électeurs (jusqu'au sein du conseil des ministres, pour lesquels on parle de les diffuser à la télévision...).

L'approche politique de M^{me} Royal pose aussi la question du rapport à l'opinion et à ses fluctuations.

Ségolène Royal est populaire parce qu'elle est en tête des sondages d'opinion. Et elle doit ce résultat, en bonne partie, au fait de coller aux tendances dégagées par les sondages thématiques, sur les questions qui préoccupent le pays (sécurité, éducation, culture...). Autrement dit, les sondages mènent le jeu, la prudence paye.

Soyons clairs, cela fait longtemps que les sondages tiennent une place importante dans le paysage politique, et la plupart des politologues sont d'accord pour leur accorder une part de responsabilité dans l'échec socialiste du 21 Avril 2002. Au demeurant, la prise en compte de l'opinion est aussi un élément de modernisation de la démocratie, et il est difficile de gouverner durablement contre elle.

Mais un nouveau pas est franchi, avec toutes les inquiétudes que peut soulever cette évolution.

Lorsque M^{me} Royal explique que, sur la Turquie, son opinion sera celle du peuple, elle tourne le dos à l'idée selon laquelle l'homme politique était supposé être élu à partir de convictions qu'il a su défendre avec assez de force pour les faire partager. L'exemple de la peine de mort, abolie par la gauche contre tous les sondages et qui suscite maintenant un large consensus, a été cité à de multiples reprises...

Peut-être serait-il responsable de prendre en considération ce dont nous avertissaient Tocqueville, ou plus tard Max Weber quant à la place du politique... Il est peut-être temps de responsabiliser nos élus sans les « *surveiller* », de mettre en avant des projets d'avenir

commun sans glisser dans une « *démocratie d'opinions* », qui perdrait sa force, sa substance et son identité.